

**Assemblée générale**

Soixante-sixième session

Documents officiels

Distr. générale

9 avril 2012

Français

Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 38^e séance**Tenue au Siège, à New York, le mardi 1^{er} novembre 2011, à 15 heures*Président :* M. Haniff (Malaisie)**Sommaire**Point 65 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)a) Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)Point 68 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (*suite*)

Point 62 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

11-57421 (F)

**Merci de recycler**

La séance est ouverte à 15 heures 5.

Point 65 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)

a) Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)

Projet de résolution A/C.3/66/L.25 : Droits de l'enfant

1. **M. Herczyński** (Pologne), présentant le projet de résolution au nom de l'Union européenne et du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, dit que l'Albanie, l'Arménie, l'Australie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Géorgie, le Liechtenstein, Monaco, le Monténégro, la Norvège, la République de Moldova, la Serbie, le Timor-Leste et l'Ukraine se sont joints aux auteurs du projet de résolution. Le texte fait ressortir l'importance des deux protocoles facultatifs à la Convention relative aux droits de l'enfant à l'occasion du dixième anniversaire de leur entrée en vigueur, et appelle l'attention sur l'adoption du troisième protocole facultatif établissant une procédure de présentation des communications. Il suit le modèle connu qui consiste à aborder un grand nombre de questions en mettant particulièrement l'accent sur le thème prioritaire que constituent les droits des enfants handicapés.

Point 68 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (suite)

Projet de résolution A/C.3/66/L.30 : Réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination

2. **M. Butt** (Pakistan) présente le projet de résolution après avoir indiqué que l'Afrique du Sud, le Rwanda et le Swaziland se sont joints à ses auteurs.

3. **M^{me} Rangel** (Timor-Leste) dit que le Timor-Leste n'aurait pas dû être inscrit sur la liste des auteurs du projet.

Point 62 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (A/66/12, Supp. n° 12, A/66/12/Add.1 et A/66/321)

4. **M. Guterres** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit qu'après bientôt trois décennies d'activités en faveur des réfugiés afghans, l'attaque mortelle du 31 octobre contre le bureau du

Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à Kandahar est cruellement ressentie, surtout en ce soixantième anniversaire de la Convention relative au statut des réfugiés. Depuis l'adoption de celle-ci en 1951, les réfugiés, au sens où les définissent la Convention et des instruments analogues, comprennent aussi les réfugiés écologiques et les réfugiés économiques. Même s'il n'est pas nécessaire d'adopter une nouvelle convention ni de conférer un nouveau mandat au Haut-Commissariat, il convient de rechercher des moyens novateurs de remédier aux lacunes en matière de protection.

5. L'année, extrêmement difficile, a été marquée par trois crises successives : la violence postélectorale en Côte d'Ivoire, qui a déplacé des dizaines de milliers de personnes dans leur propre pays et contraint 200 000 autres à se réfugier dans les pays voisins; la crise en Libye, qui a engendré 1,5 million de réfugiés; et le conflit somalien vieux de plusieurs décennies, aggravé par la sécheresse et la famine, qui a provoqué un nouvel exode, porté le nombre total de réfugiés somaliens au niveau vertigineux de 940 000 personnes, et amené à étendre le camp de Dadaab au Kenya qui est cinq fois plus grand que prévu.

6. En 2011, du fait de nouveaux troubles et de vieilles crises comme celle du Soudan, le nombre de personnes déplacées a atteint son niveau le plus élevé depuis 15 ans. Compte tenu du caractère persistant de nombreux conflits, le nombre de rapatriements librement consentis n'a jamais été aussi faible depuis 20 ans, et les besoins de réinstallation dépassent les capacités annuelles des pays d'accueil dans une proportion de 10 pour 1. L'intégration locale pourrait offrir une solution durable, et le Haut-Commissariat poursuit ses efforts pour la faciliter, notamment en Afrique de l'Ouest, en République-Unie de Tanzanie, en Europe de l'Est et en Amérique latine, en s'appuyant de plus en plus sur des programmes d'autonomisation des réfugiés tels que l'Initiative de solutions transitoires en faveur des réfugiés érythréens dans l'est du Soudan.

7. En dernier ressort, seules des solutions politiques et socioéconomiques peuvent produire des résultats durables sur le plan humanitaire. Bien que n'ayant pas de mandat politique, le Haut-Commissariat peut parfois agir en tant que catalyseur d'initiatives politiques, comme cela a été le cas de la stratégie relative aux personnes déplacées qu'ont adoptée la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro et la Serbie. En

matière de rapatriement, des stratégies communes sont nécessaires pour étendre les programmes de développement aux régions d'origine des réfugiés. En revanche, l'intégration locale exige le soutien des communautés d'accueil, ainsi que des programmes favorisant l'autonomisation des réfugiés. À cet égard, l'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle crucial, et le Haut-Commissariat entend faire de la première la pièce maîtresse de ses activités dans le cadre d'une nouvelle stratégie éducative prenant en compte les résultats d'une évaluation externe récemment achevée.

8. De la formulation de solutions innovantes naissent de nouvelles possibilités pour les réfugiés afghans, qui représentent la population de réfugiés la plus nombreuse au monde, et cela depuis le plus longtemps. En Afghanistan, on prévoit un programme de réintégration mieux ciblé, géré conjointement par le Haut-Commissariat pour les réfugiés et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Au Pakistan, l'État conjugue l'assistance aux communautés d'accueil et des solutions de secours sous forme de séjours provisoires, et en République islamique d'Iran, le Gouvernement délivre des permis de travail aux réfugiés afghans enregistrés comme tels, offrant par ailleurs une couverture médicale à 200 000 personnes avec l'appui du Haut-Commissariat. Ce dernier et les gouvernements des trois États précités doivent présenter une stratégie pluriannuelle relative aux réfugiés afghans lors d'une conférence des parties prenantes au début de 2012.

9. Les pays en développement hébergent 8 réfugiés sur 10, d'où l'importance critique de l'aide au développement pour l'intégration locale. Les pays développés doivent prendre à leur charge une partie du fardeau non seulement en fournissant des financements mais aussi en instituant des politiques constructives de réinstallation, de mobilité et de gestion des migrations.

10. En 2010, le Haut-Commissariat a fourni une protection et une assistance à quelque 14,7 millions de personnes déplacées dans 29 pays, 2,9 millions d'entre elles ayant pu rentrer chez elles, principalement en Ouganda, au Pakistan, en République démocratique du Congo et au Sri Lanka. Le Haut-Commissariat participe pleinement aux efforts déployés par le Coordonnateur des secours d'urgence et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour réformer le principe de la responsabilité sectorielle

interorganisations à l'égard des populations déplacées à l'intérieur de leur pays.

11. Le Haut-Commissariat procède à des réformes structurelles internes comme le prévoit le processus de réformes groupées. Les dépenses de son siège ont été ramenées de 14 % à 9 % des dépenses du montant total, et les coûts salariaux, de 41 % à 27 %. Il est prévu de transférer 49 postes liés aux technologies de l'information et des communications de Genève au centre de services récemment créé à Amman, ainsi qu'à Budapest et Panama City, et des mesures de réduction du nombre de fonctionnaires en attente d'affectation sont à l'étude. Globalement, au cours des cinq années écoulées, le volume d'activités du Haut-Commissariat a pratiquement doublé alors que ses effectifs n'ont augmenté que de façon marginale.

12. Les activités opérationnelles prioritaires récentes ont essentiellement porté sur le renforcement des capacités de protection et d'intervention en cas d'urgence, et c'est dans ce dernier domaine que les moyens du Haut-Commissariat ont été mis à l'épreuve en 2011. Au cours des neuf premiers mois, le Haut-Commissariat a déployé deux fois et demie plus de personnel de secours que d'ordinaire, comptant à un moment donné plus de personnel déployé simultanément que pour toute la durée de l'année 2010. Il a transporté par air un volume d'articles relatifs aux abris et autres types de secours trois fois supérieur à celui de 2010. Grâce à son nouveau réseau d'acheminement autour de sept pôles en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, il peut répondre simultanément, dans les 72 heures, à des situations d'urgence touchant jusqu'à 600 000 personnes. Tout en ayant élargi son fichier de personnel à déployer pour y inclure tous les départements du siège et les opérations sur le terrain, il a créé un registre de fonctionnaires de haut niveau en attente de déploiement, dont six ont déjà été déployés.

13. Le Haut-Commissariat estime toutefois que de nouveaux progrès sont nécessaires. Il met au point un nouveau modèle de dotation en effectifs devant permettre des déploiements plus rapides dès qu'une crise éclate, et un passage plus structuré à la phase consécutive à la situation d'urgence. Il procède au renforcement des capacités de coordination et d'appui de sorte que l'intervention interorganisations en cas d'afflux de réfugiés soit plus prévisible et respecte le principe de responsabilité. Dans le cadre de son investissement dans la gestion de l'information, il a

mis en place des portails de données opérationnelles en Éthiopie et au Kenya pour fournir des statistiques à jour sur les enregistrements de réfugiés somaliens, assorties de cartes et des rapports sectoriels à leur sujet.

14. Face aux lacunes qui subsistent dans le processus de réforme, le Haut-Commissariat doit toutefois porter ses mécanismes de surveillance à un niveau de perfectionnement qui soit en rapport avec l'importance accrue du budget dont il dispose, renforcer son dispositif d'application du principe de responsabilité, améliorer la gestion et les contrôles financiers et mettre en place un nouveau cadre de gestion des risques, le tout en évitant de créer une lourde structure administrative. Il est impératif de conserver une structure légère et souple afin de pouvoir gérer l'assistance des donateurs qui a atteint un niveau sans précédent. Conséquence de la poursuite des efforts déployés pour élargir sans cesse la base des donateurs, les contributions du secteur privé ont presque quadruplé depuis 2005, et les recettes provenant des fonds de financement commun et d'autres sources multilatérales ont augmenté pour la cinquième année consécutive. Le financement dont l'utilisation n'est pas assortie de restrictions demeure d'une importance vitale pour garantir un niveau d'assistance comparable dans toutes les opérations, y compris celles qui ne sont pas sous les projecteurs. Par ailleurs, le Haut-Commissariat fait davantage appel aux partenariats, près de 38 % de son budget étant exécuté par des partenaires, des organisations non gouvernementales (ONG) pour la plupart. De plus en plus, le partenariat avec les ONG, ainsi que le mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, s'étend à l'élaboration des politiques, la planification conjointe et l'action sur le terrain. Au sein du système des Nations Unies, le Haut-Commissariat œuvre de concert à la fois avec le Programme alimentaire mondial et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) au renforcement de la collaboration dans les situations d'urgence concernant les réfugiés.

15. En décembre 2011, les célébrations du cinquantième anniversaire de la Convention sur la réduction des cas d'apatridie et celles du soixantième anniversaire de la Convention relative au statut des réfugiés seront couronnées par une réunion intergouvernementale au niveau ministériel. Le Haut-Commissariat a déployé en 2011 de gros efforts pour rendre l'apatridie plus visible sur la scène

internationale, et il a bon espoir que, lors de la réunion ministérielle, nombreux seront les États à annoncer des mesures pour faire face à ce problème souvent négligé.

16. Tous les pays situés en bordure des zones de crise en 2011 ont droit à la reconnaissance et à la solidarité de la communauté internationale pour l'extrême générosité dont ils font preuve et leur respect des valeurs liées à la protection internationale. Le racisme et la xénophobie représentent souvent une véritable menace pour la vie et le bien-être des réfugiés. Les gouvernements doivent faire passer le message selon lequel les droits de l'homme sont pour tous, y compris les personnes déplacées de force.

17. En conclusion, le Haut-Commissaire revient sur la situation dans la Corne de l'Afrique où la communauté internationale, du fait de sa lenteur et de son impuissance, a laissé une crise humanitaire prévisible prendre des proportions inimaginables. Dans cette dangereuse nouvelle période de conflits inextricables aggravés par la croissance démographique, l'urbanisation, le changement climatique et l'insécurité dans les domaines de l'alimentation et de l'approvisionnement en eau et en énergie, le monde manque de moyens de gouvernance. Le Haut-Commissaire engage la communauté internationale à prendre conscience de sa responsabilité et à assumer les engagements qu'elle a en partage.

18. **M. Rasuli** (Afghanistan) adresse ses condoléances aux familles des victimes de l'attentat de Kandahar, et exprime la gratitude de sa délégation au Haut-Commissariat pour l'attention particulière qu'il accorde depuis plus de 30 ans à la protection des réfugiés afghans.

19. **M. Lallemand Zeller** (observateur de l'Union européenne) demande quelles sont les mesures concrètes à adopter pour accroître le nombre de départs librement consentis, accélérer l'intégration locale et instaurer un contexte favorable au développement dans les régions bénéficiant de l'Initiative de solutions transitoires. Il aimerait aussi connaître l'avis du Haut-Commissaire sur le rôle du Haut-Commissariat dans la promotion de la prise de responsabilités dans les interventions visant à faire face à une situation humanitaire complexe.

20. **M. Starčević** (Serbie) se demande quel pourrait être l'impact des coupes budgétaires appliquées à certaines activités du Haut-Commissariat sur sa capacité à mettre en œuvre des solutions durables dans

les pays qui abritent des personnes déplacées pendant de longues périodes. À son avis, les personnes qui ont été pendant trop longtemps empêchées de retourner dans leur région d'origine finissent par n'avoir vraiment d'autre choix que l'intégration locale même si la possibilité d'un retour librement consenti leur est offerte.

21. **M. Kimani** (Kenya) dit que les réfugiés vivant dans des camps kényans, qui sont plus d'un demi-million, ne représentent qu'un tiers de la population totale des réfugiés dans le pays. Le Kenya assume un fardeau bien plus lourd qu'il ne peut ou ne devrait supporter. Il convient de définir une structure permettant d'engager avec l'État un dialogue sur les problèmes auxquels font face les communautés d'accueil, ainsi que sur la dégradation de l'environnement et l'insécurité. Il est impératif de stabiliser la Somalie et de la débarrasser de ses éléments criminels. Toutefois, en l'absence de paix, la priorité devrait être donnée à la réinstallation dans des pays tiers et à l'installation des réfugiés dans des zones de sécurité en Somalie. Le représentant du Kenya souhaite savoir si le Haut-Commissariat a une stratégie pour mobiliser un appui international de nature à résoudre les problèmes chroniques dans la Corne de l'Afrique.

22. **M. Yahiaoui** (Algérie) dit que son pays a ouvert ses frontières aux réfugiés libyens, quoique en plus petit nombre, et coopère avec le Haut-Commissariat à la fourniture de l'assistance nécessaire. Il se demande si les programmes annuels verront leur dotation diminuée à la suite des coupes dans le budget du Haut-Commissariat, ou si des fonds extrabudgétaires seront offerts. Il demande aussi si le Haut-Commissariat envisage des interventions concrètes dans les situations de réfugiés qui se prolongent, telles que celle de Tindouf, qui représente une lourde charge financière.

23. **M^{me} Nemroff** (États-Unis d'Amérique) dit que son pays est fier du soutien qu'il fournit de longue date au Haut-Commissariat, au budget duquel il a contribué près de 700 millions de dollars en 2011. Elle encourage le Haut-Commissariat à cultiver les partenariats établis depuis longtemps tout en forgeant de nouveaux, et à renforcer ses moyens d'organisation, garants d'une efficacité dans les situations d'urgence par le biais d'une stratégie affinée en matière de ressources humaines, et sa délégation souhaiterait de plus amples détails à ce sujet. Le Haut-Commissariat doit continuer d'améliorer sa capacité de mesurer l'impact de ses

activités en utilisant des indicateurs de qualité et de résultats, et elle lui enjoint de fournir des rapports périodiques sur les progrès accomplis dans la réalisation des priorités stratégiques mondiales. Le Haut-Commissariat doit aussi définir une méthode de gestion des risques structurée, à l'échelle de l'organisation, comme le Comité des commissaires aux comptes l'a recommandé dans son tout dernier rapport. Elle met au défi les membres du Comité de jouer le rôle qui leur revient dans l'établissement des annonces de contributions en vue de la réunion au niveau ministériel à l'occasion de la célébration des cinquantième et soixantième anniversaires des conventions sur l'apatridie et les réfugiés.

24. **M^{me} Bouhamidi** (Maroc) veut savoir si le Haut-Commissariat envisage de nouvelles stratégies pour le rapatriement librement consenti des réfugiés de longue durée.

25. **M. Guterres** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) remercie tous ceux qui ont exprimé leurs condoléances aux familles des victimes et offre très sincèrement les siennes à la délégation afghane. Il se rendra prochainement au bureau de Kandahar pour adresser personnellement ses condoléances aux familles et témoigner de sa solidarité avec les collègues qui se consacrent à l'importante opération du Haut-Commissariat en Afghanistan. Il fait observer que les Gouvernements de l'Afghanistan, du Pakistan et de la République islamique d'Iran procèdent à l'élaboration d'une stratégie conjointe en faveur des réfugiés afghans dans la sous-région, dont il espère qu'elle sera pleinement soutenue par la communauté internationale lorsqu'elle sera présentée à la conférence internationale des parties prenantes qui se tiendra au début de 2012.

26. S'agissant des questions du représentant de l'Union européenne sur le rapatriement librement consenti, l'intégration locale et l'action en faveur du développement, le Haut-Commissaire précise que les solutions durables exigent de conjuguer les initiatives politiques, le soutien humanitaire et la coopération aux fins du développement. Là où existe la volonté politique, il y a souvent une solution, mais il n'est pas toujours facile de rassembler les différents acteurs politiques. Il demeure également difficile de lier l'action humanitaire à la coopération en matière de développement. Sa propre expérience du travail au sein d'un gouvernement lui a enseigné que les deux domaines relevaient parfois de ministères différents ou

de départements ministériels très distincts, donc difficiles à coordonner. Au niveau international, un fossé culturel sépare encore les organismes des Nations Unies des institutions financières internationales, malgré l'amélioration des mécanismes de coopération. En outre, le PNUD est un acteur relativement modeste de la coopération en matière de développement et ne saurait donc être le seul partenaire dans la recherche de solutions transitoires intégrées pour répondre aux crises humanitaires. Il est nécessaire de faire du système mondial de développement un élément de la solution dès le départ grâce à une coopération plus efficace avec les institutions financières internationales et les organismes de développement, ainsi qu'à la coopération bilatérale entre les unes et les autres.

27. S'agissant des questions relatives au partenariat et à la coopération, le Haut-Commissariat améliore la coordination avec les acteurs de la société civile, le mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des organismes des Nations Unies tels que le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF. Le problème est essentiellement de désigner un chef de file en cas de crise majeure, et il incombe au Haut-Commissariat de s'en charger. Dans cette perspective, ce dernier a fait au Comité permanent interorganisations un certain nombre de propositions touchant la mise en place de mécanismes propres à faciliter le déploiement en urgence de hauts responsables du Haut-Commissariat à même de fournir une capacité de gestion qui n'existe pas dans les équipes de pays chargées des opérations courantes.

28. En réponse aux questions soulevées par le représentant serbe, le Haut-Commissaire signale qu'il sera à Belgrade la semaine suivante pour la conférence des parties prenantes, dont il espère qu'elle apportera un important soutien à l'initiative quadripartite, car il s'agit d'un effort bien supérieur aux possibilités budgétaires du Haut-Commissariat. Bien que les autorisations initiales de dépenses pour les opérations dans les Balkans puissent paraître modestes, elles ne comportent pas de coupes budgétaires et bénéficieront de financements complémentaires à mesure que de nouveaux fonds deviendront disponibles. S'il est vrai que les programmes européens ont quelque peu souffert en 2010 des besoins engendrés par la situation dramatique dans la Corne de l'Afrique, le Haut-Commissariat reste déterminé à faire du rapatriement librement consenti la solution à privilégier.

29. Le Kenya est un partenaire hautement apprécié et extrêmement important du Haut-Commissariat : son gouvernement et son peuple manifestent depuis des décennies une solidarité à toute épreuve envers les réfugiés somaliens qui affluent massivement dans le pays. La communauté internationale doit prendre la crise dans la Corne de l'Afrique beaucoup plus au sérieux. Elle doit aborder la situation à l'intérieur de la Somalie d'une manière pragmatique permettant d'endiguer l'afflux de réfugiés. Notant que le nombre de Somaliens au Kenya dépasse de beaucoup la population des camps de réfugiés, le Haut-Commissaire engage vivement la communauté internationale à assumer une part plus équitable du fardeau supporté par le Kenya en intensifiant les activités de réinstallation des réfugiés et son appui aux communautés d'accueil. Il souligne la nécessité de préserver un espace au Kenya permettant aux réfugiés de trouver asile, malgré la difficulté de les accueillir en si grand nombre. Malheureusement, le Haut-Commissariat ne peut créer de refuges artificiels dans des régions où la sécurité n'est pas assurée. En très étroite collaboration avec le Gouvernement kényan, il recherche des moyens de décongestionner Dadaab et d'améliorer les mesures de sécurité.

30. En réponse aux questions des représentants de l'Algérie et du Maroc, le Haut-Commissaire affirme que le rapatriement librement consenti reste la solution à retenir pour les réfugiés de longue durée et que la communauté internationale a la responsabilité partagée de créer les conditions de sa concrétisation. Ces conditions n'ayant pas été réunies dans le cas des réfugiés sahraouis à Tindouf, il y a lieu d'améliorer les conditions de vie dans ce camp. Le Haut-Commissariat a l'intention d'utiliser les économies réalisées sur les coûts structurels et les ressources provenant de l'augmentation des contributions des donateurs pour fournir une assistance supplémentaire en pareils cas.

31. Répondant à la représentante des États-Unis, le Haut-Commissaire indique que le programme de 2011 relatif au renforcement des moyens de protection a permis la création de nouveaux postes de pays, un examen complet des programmes de formation du HCR à l'intention des fonctionnaires chargés de la protection et d'autres membres du personnel, ainsi qu'un effort sans cesse croissant en faveur des partenariats. Prenant en compte les critères d'âge, de sexe et de diversité, le programme de 2012 mettra l'accent sur la prévention et le traitement de la violence sexuelle et sexiste. Le

Haut-Commissariat renforce sa capacité d'intervention en cas de crise et œuvre à l'amélioration de ses mécanismes de déploiement. Il étoffe également sa réserve de cadres disponibles tout autant que ses moyens de gérer la coopération interorganisations, les deux lacunes les plus graves de sa capacité d'intervention en cas d'urgence.

32. Le Haut-Commissariat s'attachera à améliorer son dispositif visant au respect du principe de responsabilité et ses mécanismes de contrôle financier, ainsi qu'à mettre en place un mode de gestion plus global, conformément à la recommandation du Comité des commissaires aux comptes. Il entend néanmoins conserver une structure légère et s'appuiera autant que possible sur le personnel dont il dispose actuellement.

33. **M. Sefue** (République-Unie de Tanzanie), s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, affirme que l'Afrique a, à maintes reprises, fait preuve de volonté politique et d'initiative en ce qui concerne les réfugiés et les personnes déplacées dans leur propre pays. L'immense majorité des États africains sont parties à la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et à son Protocole de 1967 ainsi qu'à la Convention de l'Organisation de l'Unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, et le processus en cours de signature et de ratification de la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique de 2009 confirme que les États membres de l'Union africaine ont pris le problème en main. Cependant, compte tenu de la modicité des ressources et de l'immensité de la tâche, par exemple pour assurer la sécurité physique des organismes humanitaires en Somalie, M. Sefue sollicite une intervention internationale plus robuste sous la conduite du Conseil de sécurité en vue d'épauler les initiatives africaines, surtout en Somalie.

34. Si les pays africains ont fait preuve d'un engagement politique et d'une hospitalité remarquables, il n'en reste pas moins que les nombreux réfugiés et personnes déplacées dans leur propre pays constituent pour eux un lourd fardeau économique, social et culturel. Les membres du Groupe des États d'Afrique, qui sont des pays aux ressources limitées, souscrivent à la notion de partage des charges et demandent instamment qu'il soit donné suite aux résultats de l'étude de l'African Centre for Migration and Society. Rappelant que les pays en développement ont aussi été touchés par la récession économique,

M. Sefue appelle la communauté internationale à mettre en œuvre les principes de coopération et de solidarité internationales ainsi que le partage des responsabilités en apportant une aide aux communautés qui accueillent des réfugiés, en réinstallant un plus grand nombre d'Africains et, plus généralement, en appuyant les activités menées par les États et partenaires de développement pour promouvoir une croissance durable et équitable.

35. Il faut favoriser le rapatriement librement consenti, l'intégration locale et la réinstallation afin d'éviter la pérennisation des camps de réfugiés. Au bout du compte, il faut que tous les pays s'attaquent ensemble aux causes profondes des problèmes des réfugiés dans le monde entier.

36. **M. Gaspar Martins** (Angola), s'exprimant au nom de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), souligne que le nombre de réfugiés n'a cessé de diminuer dans la région de la SADC grâce à une stabilisation générale de la conjoncture politique et à une solidarité et un partage des charges accrues dans la région. Les États membres de la SADC continuent néanmoins de prendre au sérieux les questions de migration et de droit d'asile. Les organisations régionales et internationales doivent se pencher sur la question des droits des réfugiés et des migrants et s'acquitter de leurs obligations envers eux en élaborant des politiques limitant les mouvements irréguliers, conformément aux instruments pertinents et aux initiatives régionales. Soulignant le lourd fardeau que portent les pays d'accueil des réfugiés et les énormes besoins des programmes du HCR, M. Gaspar Martins exhorte la communauté internationale à continuer à fournir les ressources financières requises.

37. En tant que représentant de l'Angola, M. Gaspar Martins rappelle qu'entre 2002 et 2006, 4 millions de personnes déplacées par le conflit en Angola ont été réinstallées. Entre 2003 et 2006, l'Angola a rapatrié près de 820 000 réfugiés dans le cadre de son programme de rapatriement librement consenti, et en mai 2010, il a lancé un nouveau programme de rapatriement des réfugiés vivant toujours dans des pays voisins comme le Botswana. L'Angola lui-même a apporté protection et assistance à plus de 14 000 réfugiés.

38. **M. Lallemand Zeller** (Observateur de l'Union européenne), s'exprimant également au nom de l'Islande et de la Turquie, pays candidats, de la

Croatie, du Monténégro et de l'ex-République yougoslave de Macédoine, qui ont signé un Accord de stabilisation et d'association avec l'UE, des candidats potentiels que sont l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie, et de l'Arménie, de la République de Moldova et de l'Ukraine, salue les efforts fructueux que ne cesse de déployer le HCR pour renforcer sa capacité d'intervention en cas d'urgence. Le HCR doit continuer à rechercher des solutions stratégiques et le soutien de la communauté internationale pour débloquer la situation des réfugiés de longue durée en étroite collaboration avec les parties en conflit. Ces parties, principalement les gouvernements, ont la responsabilité non seulement d'aider les populations déracinées mais aussi de s'efforcer de trouver une solution durable, comme la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro et la Serbie l'ont fait dans le cadre de leur initiative louable visant à clore le chapitre des réfugiés dans l'ouest des Balkans.

39. L'Union européenne se félicite de l'intégration des questions d'égalité des sexes, d'âge et de diversité, de l'adoption du plan stratégique sur le VIH et de l'importance accordée à l'accès aux services de santé et à l'éducation. Notant les efforts entrepris par le HCR pour identifier les personnes handicapées, M. Lallemand Zeller l'invite instamment à rendre compte de ses activités dans ce domaine dans son rapport de 2012. L'Union européenne engage le HCR à continuer de travailler en étroite collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et l'UNICEF afin de répondre aux besoins des enfants dans les flux migratoires complexes et elle aimerait en savoir plus sur ce qu'il fait pour établir des directives communes en matière de coopération internationale et de partage des responsabilités, surtout en ce qui concerne les migrations. L'orateur engage le HCR à continuer d'œuvrer en étroite collaboration avec les organismes des Nations Unies, les ONG, l'OIM, le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et d'autres organismes à l'amélioration de l'efficacité générale de l'aide humanitaire.

40. Si elle félicite le HCR d'avoir mis en place l'évaluation des besoins globaux et le cadre de gestion axée sur les résultats, l'Union européenne est également d'avis que le système devrait être affiné pour comprendre un mécanisme efficace de suivi et d'évaluation. Elle invite aussi le HCR à continuer d'accroître le nombre de ses bailleurs de fonds. Elle se

félicite des efforts déployés par le HCR pour renforcer l'application de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et de son Protocole de 1967 ainsi que de la Convention sur la réduction des cas d'apatridie de 1961, et pour obtenir une plus grande adhésion à ces instruments. L'Union européenne espère que la conférence intergouvernementale prévue en décembre pour commémorer la ratification de ces instruments encouragera la communauté internationale à s'engager à trouver des solutions durables pour les réfugiés, les demandeurs d'asile, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les apatrides et les rapatriés.

41. **M. Frick** (Liechtenstein) déclare qu'alors que l'on s'apprête à célébrer les cinquantième et soixantième anniversaires des conventions sur les apatrides et sur les réfugiés, respectivement, ces outils demeurent plus actuels et indispensables que jamais. Le Liechtenstein est particulièrement préoccupé par la situation dramatique de près de 12 millions d'apatrides dans le monde, chiffre qui devrait augmenter en raison du réchauffement climatique et de nouvelles menaces. Il est également très préoccupé par les 27,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leurs propres frontières et exhorte toutes les parties en conflit à respecter les obligations que leur impose le droit international et à faciliter la tâche des organismes humanitaires comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et celle du HCR en leur fournissant l'espace humanitaire dont ils ont besoin.

42. La violence sexuelle et sexiste demeure l'une des plus graves menaces pour les personnes déplacées. L'institution de programmes visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes, à réduire l'exposition des femmes et des filles à cette violence et à veiller à ce que celles-ci puissent obtenir des conseils juridiques et à se faire représenter devant les tribunaux servirait les intérêts des réfugiés, des personnes déplacées et plus généralement du développement.

43. **M. Srivali** (Thaïlande), notant l'augmentation des migrations complexes, signale que son pays a constaté que les trafiquants d'êtres humains font passer les migrants pour des réfugiés ou des demandeurs d'asile afin d'éviter d'être arrêtés pour leurs agissements criminels. Ce procédé alarmant souligne la nécessité d'empêcher les trafiquants de profiter du système de protection et la pertinence du Plan d'action en 10 points concernant la protection des réfugiés et les mouvements migratoires mixtes du HCR, qui préconise

l'adoption de programmes de migration de main-d'œuvre et de mécanismes de concertation régionaux et mondiaux, renforce la coopération et le partage des responsabilités à l'échelon international et vise à favoriser la coordination et la coopération avec l'OIM. La Thaïlande apprécie les efforts entrepris par le HCR pour mettre en œuvre le cadre régional prévu dans le Processus de Bali, qui visait à combattre les migrations illégales, et a hâte d'en voir les effets concrets.

44. La Thaïlande travaille toujours en étroite collaboration avec le HCR en vue de remédier aux lacunes en matière de protection et de trouver des solutions durables pour les 140 000 personnes déplacées et autres personnes en situation précaire qui résident actuellement en Thaïlande. Elle leur a notamment fourni davantage d'abris temporaires et a collaboré avec le HCR pour inscrire à l'état civil plus de 1 500 enfants nés de parents déplacés. Les personnes déplacées sont des ressources humaines précieuses et des individus ayant leur dignité qui doivent avoir accès non seulement aux services de base mais aussi à la formation professionnelle et à l'éducation, ce qui les préparerait aussi à être prêts à leur réinstallation ou à un rapatriement librement consenti.

45. La Thaïlande accueille dans ses centres d'hébergement temporaire l'une des populations de réfugiés les plus anciennes au monde, et sa délégation note que les pays en développement continuent d'héberger 80 % de la population mondiale de réfugiés. Elle continuera de s'attaquer aux causes profondes des déplacements et, dans le cadre du partage des responsabilités, de s'efforcer de régler ses problèmes.

46. **M. Zhang** Guixuan (Chine) affirme que les États Membres pourraient réduire les déplacements en préconisant des relations internationales plus démocratiques et le respect du principe du règlement pacifique des différends. Pour réduire le plus possible les causes sociales et économiques des déplacements, les pays développés devraient s'employer sans relâche à aider les pays en développement à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et être mieux à même de protéger et d'aider les réfugiés, conformément au principe de solidarité internationale et de partage des charges. La communauté internationale doit améliorer la coopération et renforcer la capacité d'intervention en cas d'urgence du système mondial de protection des réfugiés, mais aussi

empêcher qu'on en abuse, et chaque pays devrait apporter son aide aux réfugiés en décourageant toute forme de discrimination raciale et de xénophobie, en protégeant leurs droits et en continuant d'améliorer leurs conditions de vie.

47. **M^{me} Kondolo** (Zambie) déclare que, vu le nombre croissant de personnes déplacées à l'intérieur de leurs frontières et de réfugiés de longue durée, il est de plus en plus nécessaire que la communauté internationale lance des initiatives novatrices de portée globale. Il est décourageant de constater que l'Afrique compte 40 % de la population mondiale de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Puisque la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique de 2009 fournit un cadre légal à des solutions durables pour les victimes de déplacements forcés, M^{me} Kondolo engage vivement les États Membres à la ratifier au plus tôt afin qu'elle puisse entrer en vigueur.

48. Comme une paix relative règne dans la région, la Zambie travaille étroitement avec le HCR et les gouvernements de la région pour permettre à des milliers de réfugiés de retourner dans leur pays d'origine de façon organisée, que ce soit dans le cadre d'un programme d'assistance ou spontanément. Malheureusement, faute de ressources suffisantes, le rapatriement très attendu de 7 000 réfugiés angolais ne s'est pas concrétisé. La situation de la République démocratique du Congo laisse place à l'espoir. Dans le cas du Rwanda, la Zambie continue de promouvoir le rapatriement librement consenti, mais elle a aussi établi des procédures de dérogation pour les personnes ayant besoin d'une protection.

49. Malgré ces progrès, le Gouvernement zambien se heurte au problème des réfugiés qui ont choisi de rester en Zambie et devra élaborer des stratégies pour y remédier, comme le recours aux lois sur l'immigration et la délivrance de passeports nationaux. Il poursuivra le dialogue avec les pays d'origine des réfugiés sur certaines des mesures proposées et examinera aussi d'autres solutions durables comme la réinstallation.

50. **M^{me} Burgess** (Canada) estime qu'il faut renforcer la coopération et agir de manière plus rapide et plus concertée pour surmonter les difficultés causées par les déplacements afin d'éviter que les trafiquants d'êtres humains exploitent les migrants vulnérables et les demandeurs d'asile et abusent des systèmes nationaux visant à les protéger. Le Canada demeure préoccupé

par la situation des réfugiés issus de la République populaire démocratique de Corée, ainsi que par la violence dirigée contre les groupes religieux minoritaires en Iraq, qui ont forcé de nombreux Iraquiens, dont les chrétiens, à fuir leur pays. Le Canada félicite le HCR d'avoir élaboré rapidement des stratégies pour faire face à la violence sexuelle (par exemple, le viol comme arme de guerre, l'esclavage sexuel ainsi que la prostitution, les grossesses et les stérilisations forcées) et encourage les principales entités des Nations Unies à élaborer de meilleures stratégies pour lutter contre la persécution des minorités religieuses et prévenir ainsi les déplacements.

51. La délégation canadienne tient à souligner l'importance du recours stratégique à la réinstallation pour pouvoir mettre en œuvre d'autres solutions durables ou pour offrir une meilleure protection à ceux qui restent. Le Canada a étendu la portée de ses programmes de réinstallation pour aider les réfugiés du Bhoutan au Népal et les réfugiés irakiens au Moyen-Orient, et il engage les autres États Membres à faire de même.

52. **M. Goltyaev** (Fédération de Russie) dit que les activités du HCR constituent un élément important des efforts multiples entrepris par la communauté internationale pour promouvoir la paix et renforcer la sécurité et la stabilité. Le rapport du Haut-Commissaire rend compte des principaux problèmes et tendances en matière de protection internationale. La Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et son protocole de 1967 doivent continuer à servir de base aux accords internationaux relatifs à la protection des réfugiés, et le mandat du HCR doit demeurer inchangé. Les activités du HCR doivent avoir un caractère strictement humanitaire et apolitique, comme l'exige son statut.

53. Le rôle clef que joue le Comité exécutif du programme du Haut-Commissaire dans la prise de décisions concernant la protection internationale des réfugiés doit être préservé. La délégation russe souscrit aux normes du HCR en matière d'intervention en cas de déplacements forcés de grande envergure.

54. La Fédération de Russie appuie également les initiatives du HCR visant à poursuivre ses réformes structurelles et budgétaires, qui doivent être menées dans le respect le plus strict de son mandat actuel.

55. Il faut s'attacher à améliorer le mécanisme national de protection des réfugiés et à renforcer le rôle

joué par le HCR dans l'action visant à aider les États à élaborer des dispositifs nationaux adéquats. Il faut aussi se pencher de plus près sur le problème de la coordination entre le HCR et les autorités des États concernés, qui doit s'appuyer sur un accord énonçant clairement les modalités pratiques des activités à entreprendre.

56. La délégation russe partage les préoccupations du HCR concernant l'augmentation des détournements du statut de réfugié et estime qu'il importe d'élaborer une approche internationale unifiée touchant la définition de ce statut afin d'éviter qu'il soit discrédité.

57. La délégation russe relève l'importance de l'action menée par le HCR pour réduire l'apatridie et ne cesse de recommander qu'une attention accrue soit accordée à cette question. Le problème de l'apatridie à grande échelle en Lettonie et en Estonie, qui remonte à plusieurs dizaines d'années, n'est toujours pas réglé, situation totalement inacceptable. Le HCR doit s'employer plus activement à rechercher une solution à ce problème.

58. La Fédération de Russie appuie les politiques du HCR visant à trouver des solutions durables aux problèmes du retour au pays, du rapatriement librement consenti et de la réinstallation. Des stratégies mûrement réfléchies sont nécessaires pour remédier aux situations particulières des réinstallations à grande échelle dans des pays tiers en cas d'urgence, avec la participation des principaux partenaires régionaux.

59. La Fédération de Russie continuera à dialoguer avec le HCR au sujet de l'ensemble des questions liées à la protection des réfugiés, des demandeurs d'asile et des apatrides, et elle mettra l'accent sur le renforcement de la coopération lors de l'examen des grandes questions qui la préoccupent en tant que bailleur de fonds et partenaire.

60. **M^{me} Dali** (Tunisie) signale que la crise libyenne a poussé 900 000 personnes d'une centaine de nationalités différentes à chercher refuge en Tunisie, où elles ont reçu une aide spontanée du peuple tunisien. Le Gouvernement tunisien a assuré le suivi de la situation sur la zone frontalière et y a installé des hôpitaux mobiles et des camps qui continuent d'accueillir de nombreux réfugiés d'Afrique et de l'Asie du Sud-Est. La communauté internationale a salué l'hospitalité tunisienne, notamment à l'occasion de la commémoration de la Journée mondiale des réfugiés. Outre les nombreux pays frères et amis qui lui

ont fourni un soutien financier et logistique, elle souhaite remercier les organisations humanitaires et les organismes des Nations Unies de leur précieux concours.

61. En revanche, certains pays développés continuent de manifester une réticence exagérée à l'accueil des réfugiés. En dépit de leurs ressources limitées, ce sont les pays en développement qui accueillent l'immense majorité des réfugiés dans le monde. Il est nécessaire de rendre incontournables les principes de solidarité et de partage équitable des charges en les consignant de manière formelle dans les instruments internationaux.

62. **M. Rasuli** (Afghanistan) déclare que son pays est fermement décidé à fournir un abri, du travail et des services de santé adaptés aux rapatriés, même si la sécurité s'améliore et si leur nombre augmente. Sur les 5,6 millions d'Afghans qui sont rentrés chez eux depuis 2002, 4,6 millions ont bénéficié d'une aide. Cependant, en raison de la persistance de l'insécurité, 40 % des Afghans rapatriés ne se sont pas définitivement installés, et certains sont même retournés dans leur pays d'accueil. De plus, les provinces les moins sûres ont contribué à une augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

63. L'Afghanistan remercie ses voisins, le Pakistan et la République islamique d'Iran, qui accueillent la plupart de ses réfugiés depuis plus de 30 ans. Les trois pays œuvrent, en collaboration avec le HCR, à l'élaboration d'une stratégie commune pluriannuelle en faveur des réfugiés afghans, qui sera présentée au début de 2012 lors d'une conférence des parties prenantes.

64. **M. Nishiumi** (Japon) dit que pour permettre aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leurs frontières de regagner leur contrée d'origine, il faut leur donner les moyens d'être autonomes. Soulignant qu'une aide efficace passe par la coordination des organismes des Nations Unies, il félicite le HCR et l'OIM de leur collaboration en Libye.

65. Bailleur de fonds fidèle du HCR, le Japon lui a fait don en 2011 d'un montant record de 226 millions de dollars. Afin d'assurer le passage sans heurt de l'assistance humanitaire à l'aide au développement, le Japon exécute une cinquantaine de projets dans 30 pays en partenariat avec le HCR. En 2010, il a lancé un

projet pilote de réinstallation des réfugiés, le premier du genre en Asie.

66. Le Japon se félicite du lancement par le Haut-Commissaire de réformes structurelles et loue les initiatives prises pour renforcer la coordination de l'aide humanitaire, par exemple en nommant des personnes qualifiées au sein du groupe des coordonnateurs des opérations humanitaires. Étant donné le manque croissant de financement, il invite instamment le HCR à redoubler d'efforts pour accroître le nombre de ses bailleurs de fonds et à renforcer sa coopération avec le secteur privé, qu'il pourrait rendre plus efficace en faisant mieux connaître les meilleures pratiques en la matière.

67. **M. Kasymov** (Kirghizistan) apprécie la coopération fructueuse qui existe entre son pays et le HCR. La protection des réfugiés est l'un des axes principaux de la politique migratoire du Kirghizistan, comme en témoignent la promulgation de dispositions juridiques à cet effet et l'adoption de mesures pratiques visant à résoudre les problèmes actuels.

68. Le Kirghizistan est devenu en 1996 partie à la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 et à son protocole de 1967. En 2002, il a adopté une loi sur les réfugiés, que le HCR a jugée tout à fait conforme aux normes internationales. Cette loi contient des dispositions visant à aider les réfugiés à acquérir la citoyenneté kirghize et à accéder à l'éducation, à l'emploi, à la propriété et à l'aide juridique. De plus, elle leur donne des garanties qu'ils ne seront pas renvoyés dans un pays où ils pourraient être persécutés.

69. Pour donner effet à ces dispositions juridiques, divers programmes de rapatriement volontaire, d'intégration dans le pays d'accueil et de réinstallation dans des pays tiers ont été mis en œuvre au Kirghizistan, avec la participation active du HCR. Le Kirghizistan offre une protection internationale à plus de 20 000 réfugiés.

70. Il s'est écoulé 60 ans depuis l'adoption de la Convention relative au statut des réfugiés et 50 ans depuis celle de la Convention sur la réduction des cas d'apatridie; pourtant, 44 millions de personnes dans le monde ont été déplacées de force par des conflits et des persécutions et ont fait l'objet d'attaques préméditées et de violations des droits de l'homme. Le nombre de réfugiés rapatriés volontairement dans leur pays d'origine est le plus faible depuis 20 ans.

71. Comme le précise le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés dans son rapport (A/66/12), quelque 75 000 personnes ayant franchi la frontière avec l'Ouzbékistan sont rentrées chez elles au bout de quelques jours et 300 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays ayant regagné leur lieu de résidence habituel à la fin de 2010 reçoivent une aide du Gouvernement kirghize par l'intermédiaire d'un organisme créé expressément pour promouvoir le relèvement du sud du pays. En tant que partie aux instruments internationaux relatifs aux réfugiés et aux droits de l'homme, le Kirghizistan s'engage à respecter les obligations qui lui incombent dans ces domaines.

72. **M. Benmehidi** (Algérie) indique que sa délégation est préoccupée par l'impact que pourrait avoir une réduction des contributions des donateurs traditionnels sur les situations humanitaires précaires décrites dans le rapport du HCR. Il salue l'adoption en 2009 par l'Union africaine de la Convention sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique, qui traite d'un problème grave et persistant.

73. Dans le cadre d'un programme d'aide humanitaire d'urgence de 10 millions de dollars en faveur des pays de la Corne de l'Afrique, l'Algérie a mis sur pied en août 2011 un pont aérien pour acheminer au Kenya des produits alimentaires, pharmaceutiques et des tentes destinés aux réfugiés somaliens du camp de Dadaab, puis des vivres à l'intention des populations d'Éthiopie, de Djibouti, de l'Érythrée et de l'Ouganda frappées par la sécheresse. Afin d'aider les réfugiés fuyant en masse la Libye, l'Algérie a rapidement organisé une prise en charge à la frontière et des centres d'accueil et de transit dotés de tous les moyens d'hébergement, de restauration et de prise en charge médicale, ainsi que l'assainissement de la situation administrative de ces personnes et l'organisation de leur rapatriement dans leur pays d'origine.

74. Fidèle à sa tradition d'hospitalité, l'Algérie tient depuis des décennies les camps de réfugiés de Tindouf, qui sont financés principalement par ses propres fonds. La délégation algérienne remercie le HCR d'avoir facilité la reprise des visites familiales entre les réfugiés des camps de Tindouf et leur famille dans le Sahara occidental, et de continuer à participer aux programmes d'alimentation, de santé et d'éducation des réfugiés. L'aide humanitaire fournie dans les camps a été renforcée en 2010 par un accord avec le Programme alimentaire mondial (PAM) garantissant

plus de 31 millions de dollars d'aide alimentaire et par un accord sur la gestion du stock de sécurité de produits alimentaires qui sera créé. Le représentant de l'Algérie exprime sa reconnaissance au HCR et au PAM d'avoir organisé une mission de donateurs dans les camps de Tindouf en avril 2011 et remercie les bailleurs de fonds de leurs nouveaux engagements. Enfin, il se félicite de l'organisation par le HCR et le PAM de missions d'évaluation conjointe périodiques du HCR et du PAM, dont les conclusions confirment la transparence de l'opération de distribution de l'aide humanitaire internationale par l'Algérie.

75. **M. Mahmoud** (Égypte) affirme que, malgré la crise économique internationale actuelle, son pays est convaincu que les États Membres fourniront au HCR les ressources dont il a besoin pour mener à bien son mandat et prêter une plus grande attention à la situation des réfugiés de longue durée dans les pays en développement. Soulignant que la communauté internationale dispose des outils nécessaires – dont la médiation, thème de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale – pour remédier au problème des réfugiés, il appelle l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et la Commission de consolidation de la paix à unir leurs efforts pour y parvenir. En application du droit international, les États Membres doivent protéger et assister les réfugiés par des initiatives internationales et partager les charges et responsabilités qui découlent de ce devoir en acceptant de réinstaller les réfugiés et en créant des conditions favorables à leur rapatriement librement consenti. À cet égard, M. Mahmoud engage l'Assemblée générale à soutenir la Commission de consolidation de la paix, qui facilite les retours volontaires en aidant les gouvernements des pays sortant d'un conflit à reconstituer leurs capacités institutionnelles et à être de nouveau en mesure d'offrir des services de base. Il convient également de relancer l'initiative Convention Plus qui vise à stimuler l'élaboration d'accords multilatéraux spéciaux sur le partage des responsabilités et des charges.

76. L'Égypte n'épargne aucun effort ni aucune dépense pour prendre soin des réfugiés et des personnes déplacées sur sa frontière ouest avec la Libye, mais il reste beaucoup à faire. L'orateur appelle la communauté internationale à contribuer à répondre aux besoins des réfugiés et invite la population et les autorités libyennes à créer un climat propice à leur retour.

77. **M. Tang** (Estonie), exerçant son droit de réponse, souhaite éclaircir quelques zones d'ombre dans l'information présentée par le représentant de la Fédération de Russie au sujet de la politique estonienne en matière de citoyenneté. Depuis qu'elle a obtenu son indépendance en 1991, l'Estonie s'est engagée à naturaliser son importante population de personnes dont la citoyenneté est indéterminée. Elle a accordé la citoyenneté à plus de 150 000 d'entre elles, dont le nombre a été divisé par cinq. Le Gouvernement continue d'encourager ces personnes à demander la citoyenneté. De plus, même les non-citoyens jouissent d'un plus grand nombre de droits que ne le prévoit la Convention relative au statut des apatrides de 1954, puisque l'Estonie est l'un des rares pays où les résidents légaux ont le droit de voter lors des élections locales quelle que soit leur citoyenneté.

78. **M^{me} Bouhamidi** (Maroc), exerçant son droit de réponse, affirme que, lorsque le représentant de l'Algérie a évoqué la nécessité d'une aide humanitaire dans les camps de Tindouf, il a omis de mentionner que son gouvernement faisait obstacle au recensement indispensable pour obtenir des statistiques précises en vue de fournir cette aide. Dans sa résolution 1979 (2011), le Conseil de sécurité encourage clairement le HCR à « continuer à maintenir à l'examen l'enregistrement des réfugiés des camps de réfugiés de Tindouf » et le Secrétaire général a, dans ses rapports sur la situation concernant le Sahara occidental publiés en 2010 et 2011 (S/2010/175 et S/2011/249), demandé instamment aux parties d'accorder l'attention voulue à la question du recensement des réfugiés. Le refus persistant de l'Algérie d'autoriser ce recensement, malgré les bons offices du HCR, constitue un affront à la communauté internationale.

La séance est levée à 18 heures.